

N°370
MARS
2021

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence France Trésor

page 1

Actualité économique

page 2

Données générales sur la dette

page 3

Marché secondaire

page 5

Dettes négociables de l'État

page 6

Économie française et comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence France Trésor

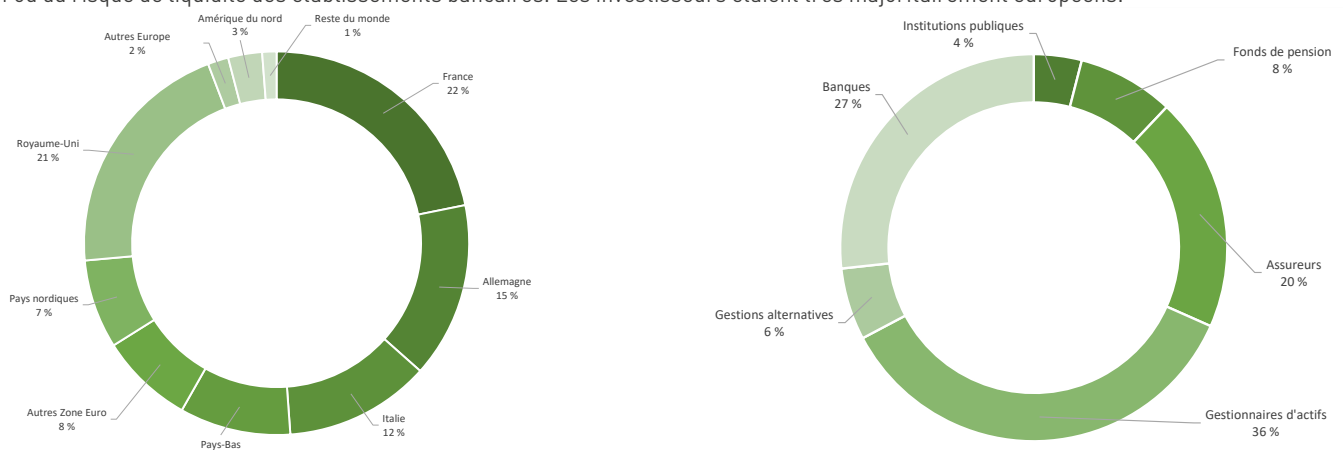
LE LANCEMENT PAR SYNDICATION DE LA DEUXIÈME OAT VERTE 0,50 % 25 JUIN 2044 POUR UN MONTANT DE 7 MILLIARDS D'EUROS CONFIRME L'ENGAGEMENT DE LA FRANCE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DES OBLIGATIONS VERTES ET SA POSITION DE PREMIER ÉMETTEUR DE TITRES D'ÉTAT VERTS AU NIVEAU MONDIAL

Suite à l'annonce du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, Bruno Le Maire, lors du *Climate Finance Day* du 29 octobre 2020 et comme mentionné dans le programme de financement de l'État pour 2021 publié en décembre 2020, l'AFT a lancé par syndication le mardi 16 mars 2021 une nouvelle OAT verte de référence à 23 ans, l'OAT 0,50 % 25 juin 2044, pour un montant de 7 milliards d'euros. Quatre ans après l'émission inaugurale de l'OAT verte 1,75 % 25 juin 2039 pour un même montant, la France confirme sa position de premier émetteur souverain sur ce segment avec un encours de près de 36 milliards d'euros d'OAT vertes.

Le prix a été établi à 99,432, reflétant un taux de rendement à l'émission de 0,526 %, un niveau similaire à celui de 0,525 % obtenu en mai dernier lors du lancement de l'OAT 0,50 % 25 mai 2040. Cette stabilité illustre le maintien des bonnes conditions de financement de la France en 2021 dont le coût à moyen et long terme s'établit à -0,08 % au terme du premier trimestre malgré la volatilité observée sur le marché obligataire depuis le début de l'année. Ce taux est légèrement inférieur, d'environ 1 point de base, au taux théorique d'une obligation conventionnelle de même maturité, matérialisant une prime à l'émission, au bénéfice du contribuable, lié à la nature verte de l'obligation.

L'OAT verte 0,50 % 25 juin 2044 a rencontré une demande soutenue de la part des investisseurs verts qui représentent environ 4 milliards d'euros sur les 7 milliards d'euros émis. Les plus engagés d'entre eux en matière de finance verte ont bénéficié d'une allocation augmentée. Au final, plus de 300 investisseurs finaux ont participé à l'opération pour une demande totale de près de 35 milliards d'euros. Face au montant croissant des ordres déposés par certains investisseurs en valeur relative et afin de renforcer la qualité de l'information fournie dans la phase de construction du livre d'ordres, des échanges ont eu lieu à l'initiative de l'AFT, entre les chefs de file de l'opération et ces investisseurs afin d'encourager le dépôt d'ordres dont l'ordre de grandeur était plus proche de celui des allocations attendues par ces investisseurs.

S'agissant de l'allocation, les investisseurs de long terme ont été comme à l'accoutumée privilégiés sur cette transaction. Ainsi, près de 85 % de l'émission ont été alloués aux assureurs, aux fonds de pension, aux banques centrales et aux gestionnaires d'actifs ou aux portefeuilles de gestion actif-passif ou du risque de liquidité des établissements bancaires. Les investisseurs étaient très majoritairement européens.



Les chefs de file de cette opération étaient BNP Paribas, Citi, Crédit Agricole CIB, HSBC et J.P. Morgan. Tous les spécialistes en valeurs du Trésor faisaient partie du syndicat.

Cette nouvelle obligation sera abondée par la suite pour répondre à la demande des investisseurs et pour garantir sa liquidité. Par ailleurs, l'AFT continuera d'abonder l'OAT 1,75 % 25 juin 2039, dont l'encours s'élève aujourd'hui à 28,9 milliards d'euros, en fonction de la demande des investisseurs. L'ensemble de ces émissions, au titre de l'année 2021, s'effectuera dans la limite du montant des dépenses vertes éligibles, soit 15 milliards d'euros.

Après cette opération et les adjudications de titres à moyen terme et indexés du 18 mars 2021, le montant des émissions de dette à moyen et long terme réalisées par l'AFT au premier trimestre s'élève à 89,2 milliards d'euros¹, portant ainsi à 34,3 % le taux de réalisation du programme de financement 2021 de 260 milliards d'euros, contre 26,7 % du programme final (c'est-à-dire rehaussé à 260 milliards d'euros en juin 2020) en 2020 et 28,6 % en 2019 à la même période.

¹ Émissions à fin mars et rachats à fin février, les volumes des rachats étant publiés à M-1

GÉRER LA VITESSE PLUTÔT QUE LA DESTINATION

Par Francis Yared, responsable mondial de la recherche sur les taux, George Saravelos, responsable mondial de la recherche sur les changes, Marc de Muizon, économiste, Mark Wall, chef économiste, et Ioannis Sokos, stratège chez Deutsche Bank

Malgré un fort mouvement vendeur de titres de dette à 10 ans du Trésor américain depuis l'élection présidentielle aux États-Unis, qui leur a fait gagner 90 points de base, les taux d'intérêt restent dans l'ensemble trop bas par rapport aux indicateurs d'inflation et aux données. Dans ce contexte, le seul levier d'action dont disposent les banques centrales est de moduler la vitesse de la réappréciation et de veiller à ce que celle-ci ne devienne pas désordonnée, plutôt que d'en modifier la destination. C'est ce que la Fed et la BCE s'efforcent de faire, chacune à sa façon.

Au vu des conditions financières aux États-Unis, qui restent proches des niveaux historiquement bas, la Fed la trajectoire qu'elle a préétablie pour son assouplissement quantitatif. Le principal outil restant à la Fed pour gérer la réappréciation est donc la forward guidance (indications sur l'orientation future de sa politique monétaire). Il est peu probable que la Fed prédise beaucoup mieux que le marché l'état de l'économie et de l'inflation en 2023.

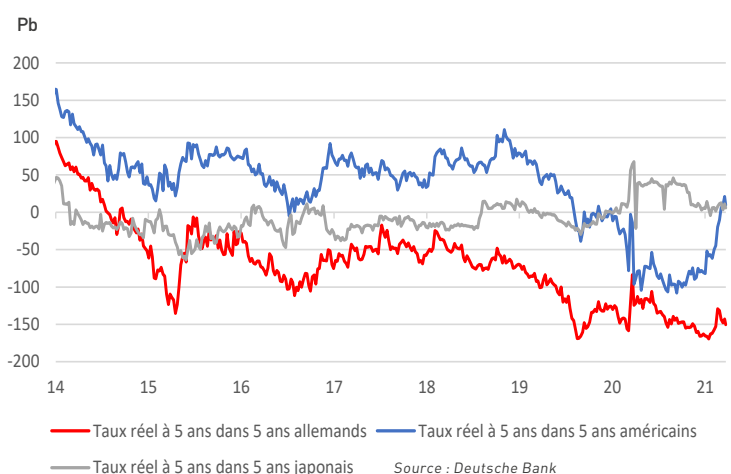
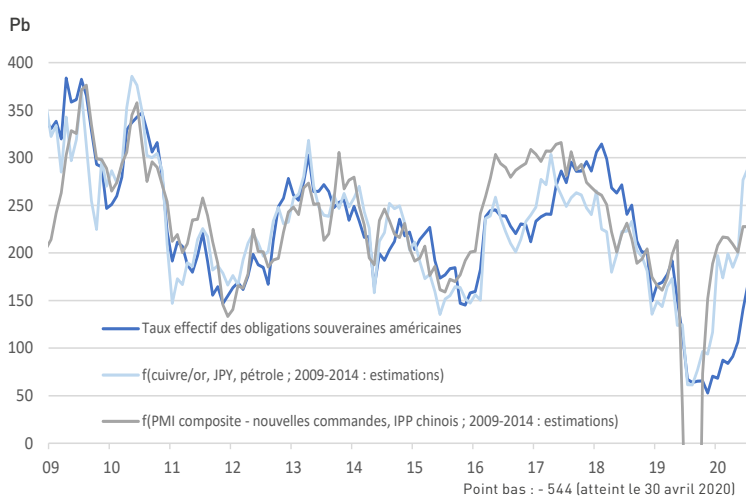
La Fed peut malgré tout informer le marché de sa stratégie selon la situation économique. C'est ce qu'elle a fait lors de sa dernière réunion, en déclarant qu'elle n'infléchirait pas sa politique jusqu'à la fin de l'année 2023 même si l'inflation sous-jacente augmentait cette année de 0,4 % (pour atteindre 2,2 %), sous réserve que cette hausse soit temporaire. Par conséquent, la Fed a réaffirmé son intention de ne pas resserrer sa politique monétaire de manière préemptive. De plus, en annonçant qu'elle ignorerait une hausse de l'inflation cette année, la Fed donne aussi de facto des indications avancées sur son calendrier qui réduisent la probabilité d'une remontée des taux directeurs en 2022.

En Europe, le programme d'achats d'urgence face à la pandémie (*Pandemic Emergency Purchase Programme, PEPP*) reste l'outil de prédilection puisqu'il offre une souplesse et des capacités suffisantes. Quoique dise la BCE, une baisse du taux de dépôt n'aurait de sens que si l'euro posait problème, ce qui est loin d'être le cas. En fait, cette décision de la BCE devrait marquer le point culminant de ses achats, pour plusieurs raisons.

Premièrement, les principaux indicateurs du marché (rendements réels pondérés en fonction du PIB, rendements nominaux pondérés en fonction du PIB, cours de l'euro, écarts de taux dans les pays de la périphérie et points morts d'inflation) se situent actuellement à des niveaux dont la BCE se satisfait implicitement ou explicitement. Deuxièmement, la BCE a revu à la hausse ses perspectives économiques, sans tenir compte des effets des mesures de soutien budgétaire adoptées aux États-Unis. Troisièmement, si la campagne de vaccination se déroule comme prévu, le rythme des injections devrait tripler dans la zone euro. Quatrièmement, les indices des directeurs d'achat (PMI) entrevoient une reprise dans la zone euro dès la réouverture de l'économie. Enfin, il existe un potentiel de croissance (différée) dans la zone euro à attendre du déploiement du Fonds européen de relance. Par conséquent, on peut logiquement s'attendre à ce que la BCE entame de facto une réduction progressive de ses achats d'actifs à partir de juin.

Une relative faiblesse de l'euro a été observée en début d'année en raison de la hausse rapide des taux américains et du pessimisme croissant concernant la campagne de vaccination en Europe. Nous pensons que cette baisse est temporaire et que le taux de change EUR/USD repassera la barre de 1,20, pour finir l'année à plus de 1,25. S'agissant des taux américains, le dollar est essentiellement tiré, à moyen terme, par les rendements de la partie courte de la courbe et les anticipations du marché auront pris trop d'avance, aussi longtemps que la Fed maintiendra son engagement en faveur sa stratégie de dépassement de l'objectif d'inflation sans augmentation de ses taux directeurs en 2022 et 2023. Le dollar a historiquement tendance à réagir très négativement aux détériorations du déficit de la balance courante lorsque la Fed ne resserre pas sa politique monétaire. Pour ce qui est de l'Europe, nous estimons que le marché fait preuve d'un pessimisme excessif concernant le déploiement de la campagne vaccinale. Nous nous attendons à une forte hausse des approvisionnements en vaccins au cours des deux prochains mois, qui rendra possible une reprise des activités économiques en Europe à compter du deuxième trimestre, ce qui devrait contribuer à faire remonter le taux EUR/USD.

Malgré des ventes massives, les taux restent à la traîne par rapport aux indicateurs de réflation et aux données



NB : cette tribune de l'Agence France Trésor offre à des économistes l'opportunité d'exprimer leurs vues personnelles. En conséquence, l'article ci-dessus reflète strictement les vues de son auteur et ne devrait pas être tenu pour représenter le point de vue de l'Agence France Trésor ou du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance. Cet article est une synthèse d'un rapport de recherche publié antérieurement par Deutsche Bank Research, service de Deutsche Bank chargé de la recherche en matière d'investissements. Bien que les informations contenues dans cet article soient jugées fiables et proviennent de sources publiques jugées également fiables, Deutsche Bank n'en garantit ni l'exactitude ni l'exhaustivité. Les avis exprimés dans cet article de synthèse concordent avec ceux exprimés dans le rapport de recherche publié par Deutsche Bank Research. Ce document est à visée purement informative et n'a pas vocation à recommander, encourager ou proposer l'achat ou la vente de quelque valeur mobilière ou instrument financier que ce soit, ni à exposer une stratégie d'investissement. Pour en savoir plus sur les émetteurs et les instruments financiers mentionnés dans cet article et avoir accès à d'autres publications de Deutsche Bank Research, veuillez consulter le site web de Deutsche Bank Research : <https://research.db.com/Research/>

CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

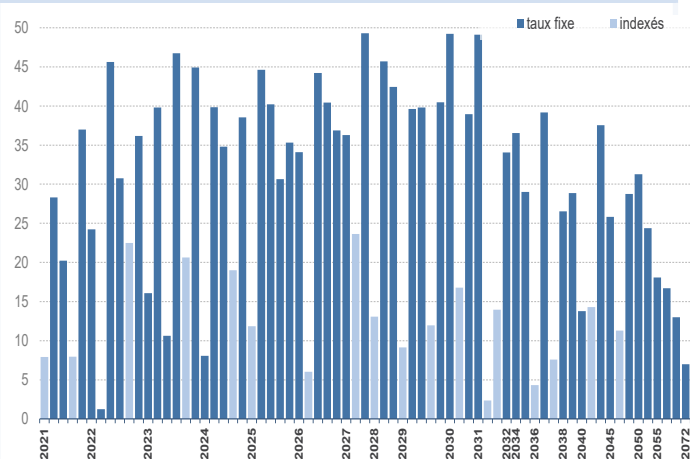
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Avril 2021	date d'adjudication	6	12	19	26	/	22	8	22
	date de règlement	8	14	21	28	/	26	12	26
Mai 2021	date d'adjudication	3	10	17	25	31	20	6	20
	date de règlement	5	12	19	27	02/06	24	10	24

décalage (jour fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 28 FÉVRIER 2021

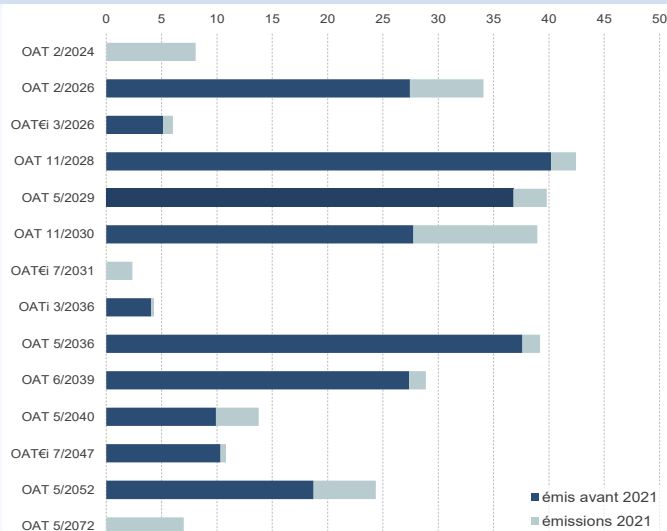
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 28 FÉVRIER 2021

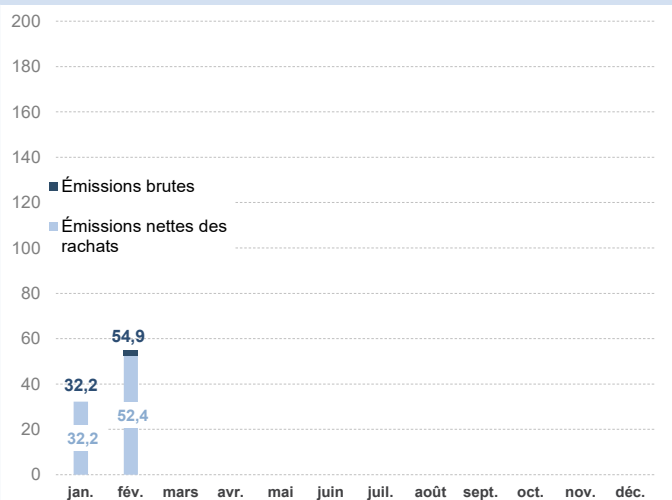
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 28 FÉVRIER 2021

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 28 FÉVRIER 2021

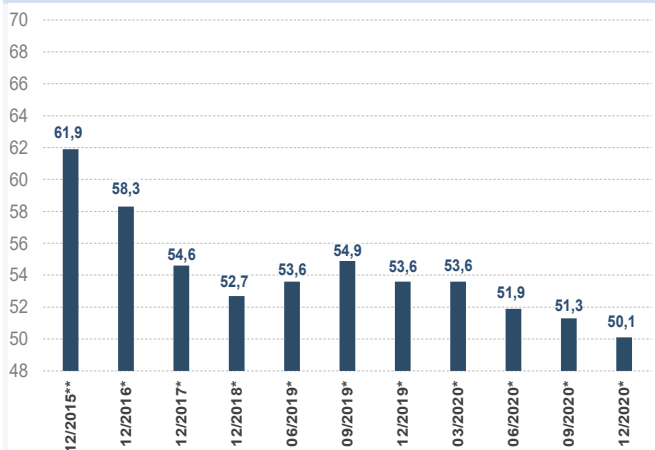
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
mars-21	0,1	7,9
avr-21	11,6	28,3
mai-21	8,2	20,2
juin-21	0,5	
juil-21	2,5	8,0
août-21		
sept-21		
oct-21	10,1	37,0
nov-21	1,4	
déc-21		
janv-22		
févr-22		24,2

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 4^{ÈME} TRIMESTRE 2020

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



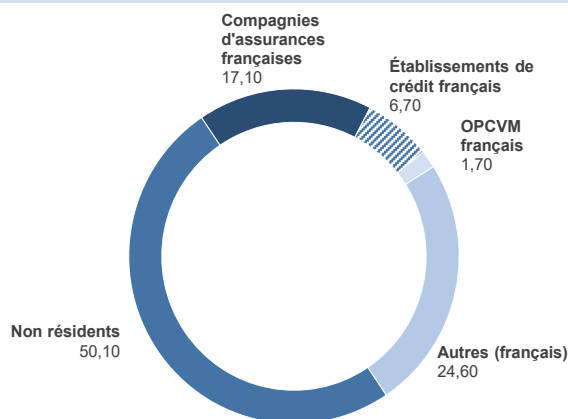
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 4^{ÈME} TRIMESTRE 2020

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 28 FÉVRIER 2021

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	1 875 087 711 369
Encours démembré	58 740 059 600
Durée de vie moyenne	9 ans et 19 jours
Total dette à court terme	158 402 000 000
Durée de vie moyenne	119 jours
Encours total	2 033 489 711 369
Durée de vie moyenne	8 ans et 136 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2018 AU 28 FÉVRIER 2021

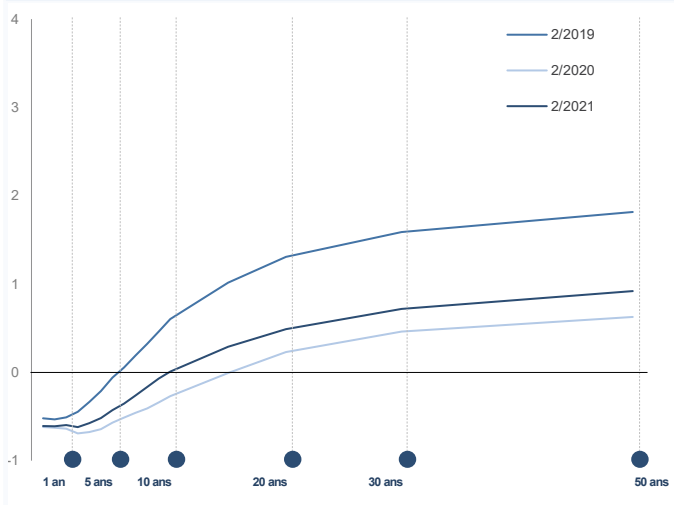
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2018	Fin 2019	Fin 2020	Fin janv 2021	Fin fév 2021
Encours de la dette négociable	1 756	1 823	2 001	2 032	2 033
<i>dont titres indexés</i>	220	226	220	222	224
Moyen et Long Terme	1 644	1 716	1 839	1 871	1 875
Court Terme	113	107	162	161	158
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
	7 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
	336 jours	63 jours	73 jours	120 jours	136 jours

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

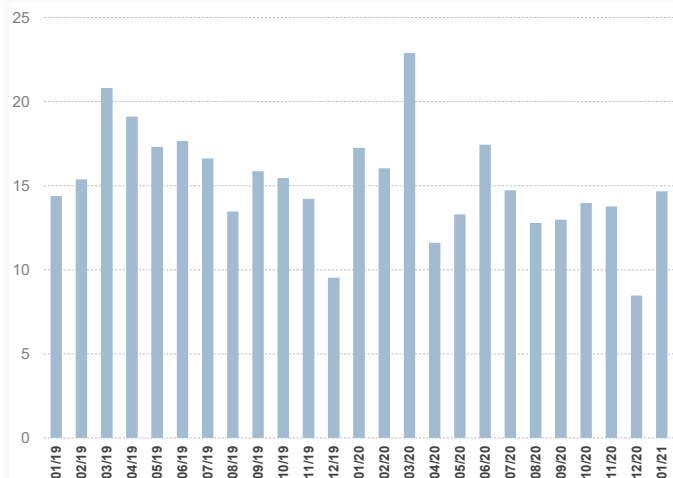
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

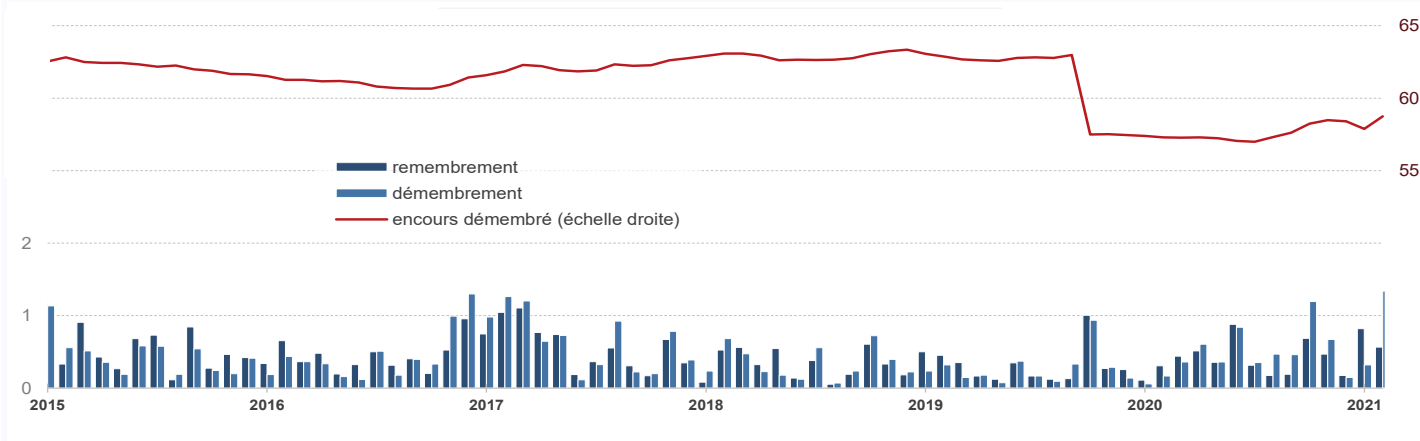
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

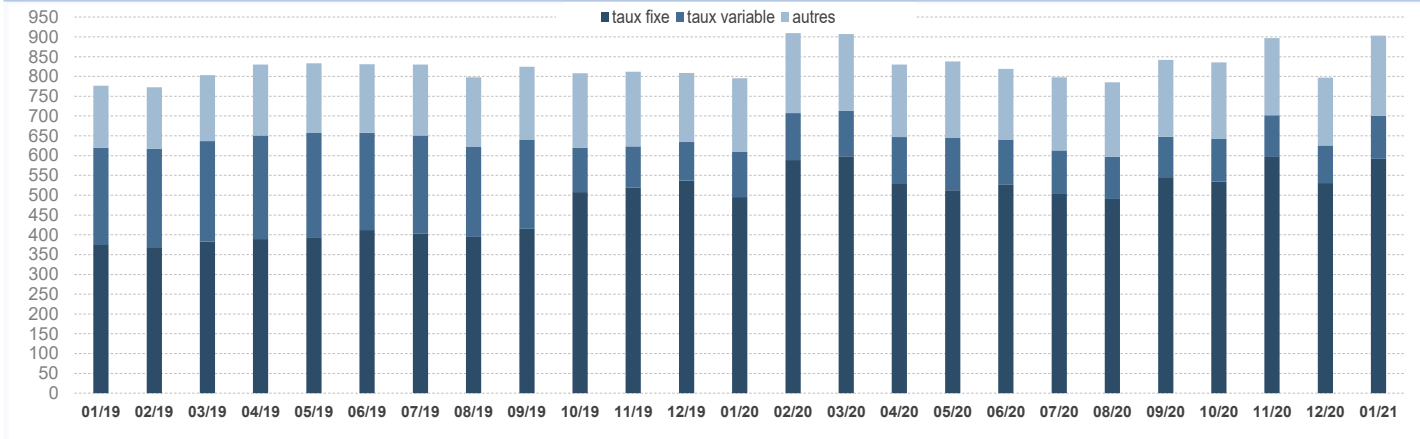
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 28 FÉVRIER 2021

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0126461625	BTF 3 mars 2021	9 417 000 000
FR0126310277	BTF 10 mars 2021	6 283 000 000
FR0125848699	BTF 24 mars 2021	8 170 000 000
FR0126461658	BTF 8 avril 2021	7 307 000 000
FR0126461724	BTF 14 avril 2021	8 495 000 000
FR0126001785	BTF 21 avril 2021	10 971 000 000
FR0126461732	BTF 28 avril 2021	5 390 000 000
FR0126461666	BTF 5 mai 2021	7 411 000 000
FR0126461740	BTF 12 mai 2021	6 452 000 000
FR0126001793	BTF 19 mai 2021	8 329 000 000
FR0126461757	BTF 27 mai 2021	2 596 000 000
FR0126001801	BTF 16 juin 2021	13 871 000 000
FR0126461781	BTF 30 juin 2021	5 656 000 000
FR0126310285	BTF 14 juillet 2021	7 449 000 000
FR0126461799	BTF 28 juillet 2021	2 796 000 000
FR0126310293	BTF 11 août 2021	6 688 000 000
FR0126310301	BTF 8 septembre 2021	8 685 000 000
FR0126461682	BTF 6 octobre 2021	6 595 000 000
FR0126461690	BTF 4 novembre 2021	8 022 000 000
FR0126461708	BTF 1 décembre 2021	4 874 000 000
FR0126461815	BTF 15 décembre 2021	6 261 000 000
FR0126461823	BTF 26 janvier 2022	6684000000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2021 - 2024) AU 28 FÉVRIER 2021

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2021		101 356 119 250				
FR0013140035	OATéi 0,10 % 1 mars 2021	7 907 983 200 (1)	1,04520	7 566 000 000	0	x
FR0010192997	OAT 3,75 % 25 avril 2021	28 307 000 000			0	
FR0013157096	OAT 0,00 % 25 mai 2021	20 209 000 000			0	x
FR0011347046	OATi 0,10 % 25 juillet 2021	7 941 136 050 (1)	1,05111	7 555 000 000	0	
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	36 991 000 000			0	
Échéance 2022		160 502 925 780				
FR0013398583	OAT 0,00 % 25 février 2022	24 220 000 000			0	x
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	1 243 939 990			248 888 400	
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	45 642 000 000			0	
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022	30 738 000 000			0	x
FR0010899765	OATéi 1,10 % 25 juillet 2022	22 501 985 790 (1)	1,13343	19 853 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	36 157 000 000			0	
Échéance 2023		178 792 015 743				
FR0013479102	OAT 0,00 % 25 février 2023	16 070 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	39 815 000 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 606 195 903			5 324 465 200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	46 748 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	20 634 819 840 (1)	1,14333	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			443 085 000	
Échéance 2024		140 285 405 790				
FR0014001N46	OAT 0,00 % 25 février 2024	8 081 000 000			0	x
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	39 839 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	34 810 000 000			0	x
FR0011427848	OATéi 0,25 % 25 juillet 2024	19 019 405 790 (1)	1,06141	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2025 ET PLUS) AU 28 FÉVRIER 2021

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2025		162 609 259 258				
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025	11 829 331 140 (1)	1,04214	11 351 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00 % 25 mars 2025	44 618 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	40 197 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 801 064 400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	35 311 000 000			0	x
Échéance 2026		161 646 000 000				
FR0013508470	OAT 0,00 % 25 février 2026	34 098 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10 % 1 mars 2026	6 034 000 000 (1)	0,99579	6 034 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	40 437 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	36 875 000 000			0	x
Échéance 2027		109 244 662 000				
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	36 296 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	23 634 662 000 (1)	1,11695	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	49 314 000 000			61 943 600	
Échéance 2028		101 234 809 930				
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028	13 059 100 800 (1)	1,04040	12 552 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	29 709 130 (3)		46 232 603	–	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	45 707 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	42 439 000 000			0	x
Échéance 2029		140 993 946 308				
FR0013410552	OAT€i 0,10 % 1 mars 2029	9 120 149 160 (1)	1,00564	9 069 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	39 618 880 458			2 274 446 100	
FR0013407236	OAT 0,50 % 25 mai 2029	39 818 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	11 971 916 690 (1)	1,30340	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00 % 25 novembre 2029	40 465 000 000			0	x
Échéance 2030		104 954 511 080				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	49 233 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030	16 768 511 080 (1)	1,04777	16 004 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00 % 25 novembre 2030	38 953 000 000			0	x
Échéance 2031		51 477 000 000				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	49 107 000 000			53 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2031	2 370 000 000 (1)	0,99734	2 370 000 000	0	x
Échéances 2032 et plus		461 991 056 230				
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	13 972 433 280 (1)	1,29183	10 816 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	34 059 322 600			10 834 757 400	
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	36 541 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	29 004 000 000			3 820 937 000	
FR0013524014	OATi 0,10 % 1 mars 2036	4 317 000 000 (1)	0,99705	4 317 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	39 188 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036	7 593 601 410 (1)	1,02769	7 389 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 685 841 400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	28 874 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50 % 25 mai 2040	13 785 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	14 296 258 080 (1)	1,19664	11 947 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	37 558 000 000			5 722 299 000	
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	25 824 000 000			894 510 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047	11 286 440 860 (1)	1,04282	10 823 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	28 759 000 000			616 700 000	x
FR0013404969	OAT 1,50 % 25 mai 2050	31 274 000 000			111 300 000	x
FR0013480613	OAT 0,75 % 25 mai 2052	24 371 000 000			246 000 000	x
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	18 061 000 000			10 555 418 000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	16 696 000 000			8 702 304 100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	12 997 000 000			1 269 800 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50 % 25 mai 2072	7 000 000 000			30 400 000	x

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[3] valeur actualisée au 28 mars 2020 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	-2,8 %	01/2021
Consommation des ménages*, glissement annuel	-0,8 %	01/2021
Taux de chômage (BIT)	8,0 %	T4-2020
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	0,6 %	02/2021
• ensemble hors tabac	0,3 %	02/2021
Solde commercial, fab-fab, cvs	-3,9 Md€	01/2021
" "	-3,6 Md€	12/2020
Solde des transactions courantes, cvs	-1,6 Md€	01/2021
" "	-1,0 Md€	12/2020
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	-0,08 %	30/3/2021
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,54 %	30/3/2021
Euro / dollar	1,17	30/3/2021
Euro / yen	129,32	30/3/2021

* produits manufacturés
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

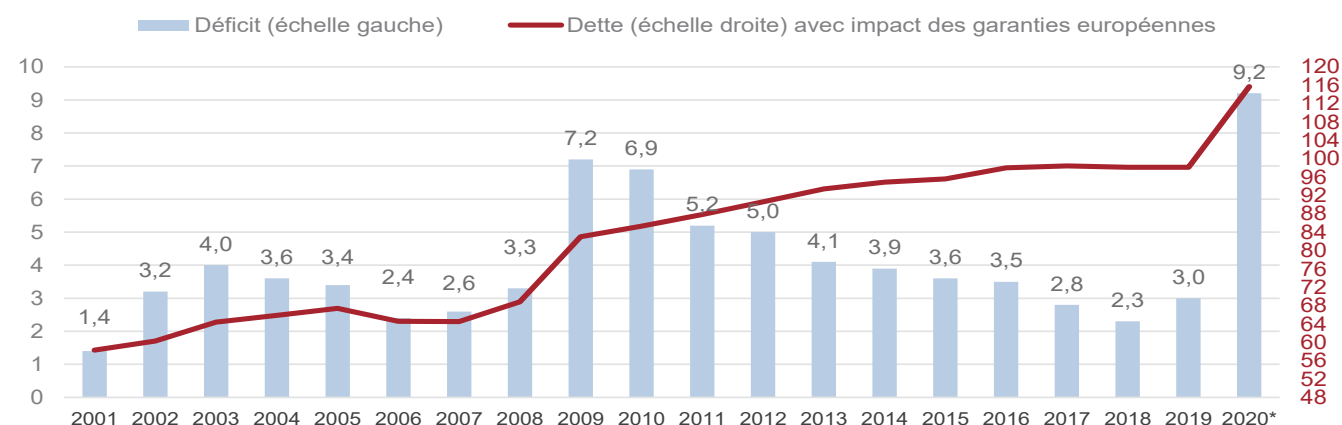
SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

EN MILLIARDS D'EUROS					
	niveau à la fin janvier				
	2019	2020	2019	2020	2021
Solde du budget général	-96,91	-172,68	-12,57	-14,15	-15,47
Recettes	301,07	282,69	19,24	21,06	22,46
Dépenses	397,98	455,37	31,80	35,21	37,93
Solde des comptes spéciaux du Trésor	4,06	-5,42	-5,17	-5,82	-6,39
Solde général d'exécution	-92,69	-178,10	-17,73	-19,97	-21,86

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

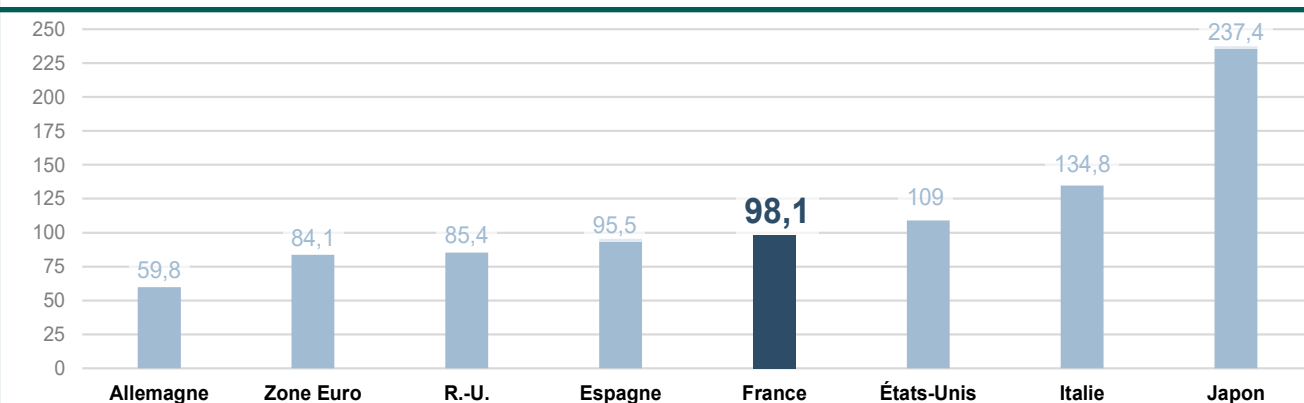
EN % DU PIB




Source : Insee (estimations préliminaires)

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2019

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee (les données 2020 harmonisées par la commission européenne seront publiées fin mai 2021)

AVRIL 2021 

8 Balance des paiements en février	9 Indice de production industrielle pour février	15 Indice des prix à la consommation en mars	15 Réserves nettes de change en mars	16 Inflation IPCH : indice de mars	22 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en avril
22 Enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie en avril	28 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en avril	30 Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en mars	30 Comptes nationaux trimestriels : première estimation T1 2021		

MAI 2021 

7 Indice de production industrielle en mars	7 Commerce extérieur en valeur en mars	7 Balance des paiements en mars	12 Indice des prix à la consommation en avril	14 Réserves nettes de change en avril	19 Inflation IPCH : indice de d'avril
26 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en mai	26 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en mai	28 Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés T1 2021	28 Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en avril		

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Anthony Requin
Rédaction : Agence France Trésor
Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».